

Le Canada et la France : vingt ans de coopération culturelle

Le 27 février 1985 marquait le vingtième anniversaire des deux ententes culturelles signées entre la France et le Québec et de l'accord-cadre avec Ottawa intéressant toutes les provinces. Cet accord associe particulièrement les provinces à fortes minorités francophones — l'Ontario, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick — à la défense de la langue française. Les ententes de 1965 venaient encadrer et systématiser des échanges culturels déjà nombreux et promouvoir le développement des relations entre le Québec et la France.

La Maison canadienne de la Cité universitaire à Paris, ouverte aux étudiants des dix provinces a été, depuis 1925, la première illustration institutionnelle des relations culturelles franco-canadiennes. Après la guerre, Paris et Ottawa ont doté leurs ambassades respectives de services culturels dirigés par des conseillers qui ont laissé des marques durables de leur action.

C'est à la demande pressante des Canadiens que fut fondé à Ottawa, en 1964, le lycée Claudel, aujourd'hui florissant (plus de 600 élèves) et reconnu pour la haute qualité de son enseignement. Depuis, deux collèges privés, qui reçoivent un appui de la France, sont également à l'heure des études françaises : la « Toronto French School » où l'on peut préparer le baccalauréat français, et le tout nouveau lycée Pasteur de Calgary qui se développe par étapes.

Vers une vision nouvelle

Mais ce que reflètent vingt ans de travail bilatéral entre Paris et Ottawa, c'est à la fois une conception nouvelle du dialogue des cultures et une systématisation des échanges.

Le Canada anglais s'est ouvert à la France, par la voie de la politique fédérale du bilinguisme, certes, mais aussi parce qu'une prise de conscience s'est faite face à une France moderne, compétitive dans la recherche et les secteurs de pointe de l'économie, et devant le rôle moteur qu'elle jouait dans une Europe désormais dotée de grandes institutions communes.

La « *realpolitik* » a donc prévalu, engendrant un climat nouveau dans l'étude des dossiers qui sont triés, évalués, sélectionnés lors des réunions de la Commission culturelle mixte franco-canadienne.

Les instruments d'influence sont divers. À Ottawa, la France travaille en collaboration étroite avec le Conseil des arts, Radio-Canada, l'Office des tournées. Le secrétariat d'État est le maître d'œuvre de ces relations et l'échange se poursuit également entre le ministère des Relations extérieures



Le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, et le chancelier des universités de Paris, Mme Hélène Ahrweiler, portent un toast aux vingt ans de coopération Québec-France au cours d'une cérémonie tenue à l'Assemblée nationale (Québec).

et le ministère des Affaires étrangères de France selon l'envergure politique des projets concernés.

Le Centre culturel canadien — dont la construction fut projetée dès 1963 mais qui ne fut ouvert qu'en avril 1970 — installé rue de Constantine, au cœur même de Paris, est devenu très rapidement la maison du dialogue entre toutes les provinces du Canada et la France. Ce centre a fait découvrir aux Français la qualité des artistes canadiens, la diversité de leurs moyens d'expression, voire leur côté avant-gardiste.

Si la France n'a pas un centre proprement équivalent en terre canadienne — mettons à part collèges et lycées —, on peut dire que l'Alliance française, avec ses maisons de Toronto et de Vancouver en particulier, possède des relais importants, à la fois comme centres d'étude du français (très fréquentés d'ailleurs) et centres culturels complets.

Partenaires anglophones

Face à ce demi-continent qu'est le Canada, la France a multiplié les points de contact et de rencontre. Ainsi, les relations universitaires n'ont jamais été aussi fécondes en travaux de recherche conjoints et publiés. Il y a aussi, parmi 25 jumelages, les universités de Windsor et Nice, York et Clermont-Ferrand. Sans compter l'aide importante dont bénéficient les universités de Moncton et Sainte-Anne en ce qui concerne les livres et les professeurs, et

celle d'Ottawa pour l'informatique.

Deux attachés linguistiques français sont mis à la disposition des ministères de l'Éducation du Manitoba et de la Saskatchewan, et un poste d'attaché scientifique vient d'être créé au consulat général de France à Edmonton. Il y a aussi des attachés culturels français à Moncton, Toronto et Vancouver. L'ensemble de ces services dépend de l'ambassade de France à Ottawa.

Sans s'appuyer sur une organisation aussi imposante que celle de l'Office franco-québécois de la jeunesse, les échanges de jeunes Canadiens (autres que Québécois) et de Français sont extrêmement stimulants. Des classes entières anglophones, de l'Est et de l'Ouest, font des stages d'immersion en France.

Inauguré en octobre 1977, le Bureau — il s'agit en fait d'une délégation — de l'Ontario à Paris a une vocation non seulement économique et touristique, mais aussi culturelle. À peu près tous les premiers ministres provinciaux sont allés en visite officielle à Paris. Si l'approche économique de ces visites a toujours été prioritaire, leur aspect culturel n'a jamais été oublié. On sait, d'autre part, qu'à Paris le Canada est représenté à l'Unesco par un ambassadeur indépendant.

Coopération linguistique internationale

Enfin, il eût été étonnant que le Canada, qui a mobilisé des ressources considérables